



**DIRECTION DE L'ARCHITECTURE,  
DU PATRIMOINE ET DES JARDINS**

15, RUE DE VAUGIRARD – 75006 PARIS

TÉLÉPHONE : 01 42 34 22 10

marches-apj@senat.fr

**PALAIS DU LUXEMBOURG**  
**RÉNOVATION DE SOUS-STATIONS DE CHAUFFAGE**  
**MISSION D'ASSISTANCE À LA MAÎTRISE D'ŒUVRE**

**DOSSIER DE CONSULTATION  
DES ENTREPRISES**

**CAHIER DES CLAUSES  
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
(CCAP)**

**FÉVRIER 2025**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

**S O M M A I R E**

	<i>Page</i>
<b>ARTICLE 1. – Objet du marché – Dispositions générales .....</b>	<b>4</b>
<b>1.1. Objet du marché .....</b>	<b>4</b>
<b>1.2. Pouvoir adjudicateur.....</b>	<b>4</b>
<b>1.3. Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre .....</b>	<b>4</b>
<b>1.4. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2. – Type de marché .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3. – Pièces constitutives du marché.....</b>	<b>5</b>
<b>3.1. Ordre de priorité .....</b>	<b>5</b>
<b>3.2. Pièces à remettre au titulaire.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4. – Durée du marché et délais d'exécution .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5. – Lieux d'exécution des prestations.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6. – Mission d'assistance à la maîtrise d'œuvre.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 7. – Prix et règlement des comptes.....</b>	<b>6</b>
<b>7.1. Forme et contenu du prix.....</b>	<b>6</b>
<b>7.2. Variation du prix .....</b>	<b>7</b>
7.2.1. Mois d'établissement du prix .....	7
7.2.2. Index de référence .....	7
7.2.3. Modalités de révision des prix.....	7
<b>7.3. Avance .....</b>	<b>8</b>
<b>7.4. Règlement des comptes .....</b>	<b>8</b>
7.4.1. Acomptes .....	8
7.4.2. Solde .....	9
7.4.3. Délai de paiement .....	9
<b>ARTICLE 8. – Modalités d'exécution du marché.....</b>	<b>9</b>
<b>8.1. Format et support des documents à remettre par le titulaire .....</b>	<b>9</b>
<b>8.2. Délais d'exécution .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 9. – Obligations du titulaire.....</b>	<b>11</b>
<b>9.1. Connaissance du dossier .....</b>	<b>11</b>
<b>9.2. Qualifications du titulaire – Modification de sa situation – Constitution de l'équipe.....</b>	<b>11</b>
<b>9.3. Obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité .....</b>	<b>11</b>
<b>9.4. Circulation du personnel – Autorisation d'accès .....</b>	<b>12</b>
9.4.1. Accès des intervenants .....	12
9.4.2. Accès des véhicules .....	13

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

<b>9.5. Sécurité des personnes et des biens .....</b>	<b>13</b>
<b>9.6. Utilisation de la langue française .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 10. – Sous-traitance .....</b>	<b>14</b>
<b>10.1.Désignation des sous-traitants .....</b>	<b>14</b>
10.1.1. Généralités .....	14
10.1.2. Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché .....	15
<b>10.2.Modalités de paiement direct .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 11. – Pénalités .....</b>	<b>15</b>
<b>11.1.Pénalités de retard et provisions pour pénalités de retard .....</b>	<b>15</b>
<b>11.2.Pénalités pour infractions diverses .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 12. – Admission.....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 13. – Arrêt et suspension des prestations .....</b>	<b>17</b>
<b>13.1.Arrêt de l'exécution de la prestation .....</b>	<b>17</b>
<b>13.2.Suspension de l'exécution de la prestation .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 14. – Résiliation – Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 15. – Convention sur la preuve .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 16. – Contentieux.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 17. – Dérogation au CCAG-PI .....</b>	<b>18</b>
<b>Liste des annexes .....</b>	<b>20</b>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

## **ARTICLE 1. – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1.1. Objet du marché**

Le présent marché a pour objet l'exécution d'une mission d'assistance à la maîtrise d'œuvre en vue de la rénovation de la sous-station de chauffage principale et de dix sous-stations secondaires du Palais du Luxembourg (Paris VI<sup>e</sup>).

### **1.2. Pouvoir adjudicateur**

L'État-Sénat, représenté par le Conseil de Questure du Sénat, est le pouvoir adjudicateur.

### **1.3. Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'ouvrage est représentée par le Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, et par les personnes qu'il désigne.

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'Architecte en chef du Sénat et ses représentants.

### **1.4. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs**

La coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (coordination SPS) dans le cadre de cette opération sera assurée par le titulaire de l'accord-cadre passé par le Sénat pour la réalisation de telles prestations, qui est aujourd'hui l'entreprise SOCOTEC CONSTRUCTION.

Sous le contrôle du maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS a autorité sur l'ensemble des intervenants à l'opération, y compris le titulaire du présent marché, pour l'application des principes généraux de prévention mentionnés à l'article L. 4531-1 du code du travail. Conformément à l'article L. 4532-6 du même code, l'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun en application des autres dispositions dudit code.

Le coordonnateur est habilité à se faire communiquer par les différents intervenants tout document ou information nécessaire à l'accomplissement de sa mission.

Il a accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre ou le titulaire du présent marché au cours des études comme pendant les phases de préparation de chantier et de chantier.

## **ARTICLE 2. – TYPE DE MARCHÉ**

Le présent marché est un marché de services passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, conformément à l'article R. 2124-1, au 1<sup>o</sup> de l'article R. 2124-2 et aux articles R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

## ARTICLE 3. – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

### 3.1. Ordre de priorité

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), les pièces contractuelles désignées ci-après constituent le marché et prévalent les unes sur les autres dans l'ordre suivant de priorité décroissante en cas de contradiction entre elles :

- l'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) (arrêté publié au *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> avril 2021) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- les prix d'unité compris dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), dont les quantités sont en revanche indicatives ;
- les réponses au cahier des réponses attendues (CRA) et l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

### 3.2. Pièces à remettre au titulaire

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-PI, la notification du marché comprendra une copie de l'acte d'engagement. Les autres pièces figurant au dossier de consultation des entreprises (DCE) sont réputées contractuelles du simple fait de la conclusion du marché.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du DCE. Aucune réclamation pour mauvaise compréhension du DCE ne sera acceptée. Les exemplaires conservés par le maître d'ouvrage font seuls foi en cas de litige.

## ARTICLE 4. – DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

Le marché s'exécute à compter de la date indiquée sur l'ordre de service prescrivant au titulaire de débiter l'exécution de ses prestations. Il prend fin à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement applicable aux marchés de travaux, le cas échéant prolongée dans les conditions prévues au cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG-Travaux).

Un calendrier prévisionnel de l'opération est annexé au présent CCAP. Les dates qui y sont mentionnées sont purement indicatives. Selon ce calendrier prévisionnel, les études de conception doivent commencer en avril 2025 et les travaux se dérouler en plusieurs phases entre décembre 2026 et octobre 2030.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Les délais d'exécution applicables au titulaire sont ceux indiqués au présent CCAP et, dans la mesure où il n'y est pas dérogé, au CCAG-PI. À défaut de stipulation spéciale, le titulaire dispose d'un délai de sept jours pour exécuter toute prestation prévue au marché, suivant la demande du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-PI, la maîtrise d'ouvrage n'est tenue à aucun délai pour accepter ou refuser la prolongation de délais d'exécution demandée par le titulaire.

## **ARTICLE 5. – LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations s'exécutent au Palais du Luxembourg, sis 15 rue de Vaugirard, 75006 Paris.

La réalisation du présent marché prendra également la forme de réunions ayant lieu, en principe, dans les locaux de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, au 64 bis boulevard Saint-Michel, 75006 Paris.

Les travaux se dérouleront en site occupé, dans le Palais du Luxembourg, qui constitue un site sensible sur le plan institutionnel, patrimonial et sécuritaire. Les contraintes liées à la conduite de travaux dans un site classé, susceptible de se dérouler le soir et le week-end, devront être prises en compte.

## **ARTICLE 6. – MISSION D'ASSISTANCE À LA MAÎTRISE D'ŒUVRE**

La mission d'assistance à la maîtrise d'œuvre comprend les éléments de mission suivants, dont le contenu détaillé figure au CCTP :

- les études d'avant-projet (AVP) ;
- les études de projet (PRO) ;
- l'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux (ACT) ;
- l'examen de la conformité du projet aux études d'exécution et la direction de l'exécution des marchés publics de travaux (VISA/DET) ;
- l'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR).

Pour l'ensemble de la mission, les livrables remis auront une qualité au moins égale à celle des livrables transmis par le titulaire à l'appui de son offre. Les livrables présentant une qualité inférieure seront rejetés.

## **ARTICLE 7. – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **7.1. Forme et contenu du prix**

Le prix des prestations du marché, fixé par l'acte d'engagement, est global, forfaitaire et définitif.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Il est réputé comprendre tous les frais et charges mentionnés à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, y compris :

- les sujétions entraînées par l'exécution des prestations en milieu occupé ;
- les sujétions liées à la sécurité du site et à l'activité parlementaire ;
- les mesures destinées à assurer la sécurité des membres du personnel du titulaire ;
- le coût des équipements techniques à mettre en œuvre pour réaliser les prestations (appareils élévateurs, équipements de sécurité, matériels et appareils spécifiques ou autres, *etc.*) ;
- la participation à toutes les réunions nécessaires à la bonne exécution de la mission.

Ce prix comprend également la cession des droits de propriété intellectuelle telle que prévue par l'article 35 du CCAG-PI.

Le titulaire ne peut percevoir aucune rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

Le prix est libellé en euros.

En cas de discordance entre les différentes indications du prix global et forfaitaire figurant dans l'offre du titulaire, l'indication en lettres, hors taxes, figurant à l'article « Prix » de l'acte d'engagement prévaut sur toutes les autres indications.

## **7.2. Variation du prix**

Le prix du présent marché est révisable mensuellement dans les conditions fixées ci-après.

### **7.2.1. Mois d'établissement du prix**

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres initiales, telle qu'indiquée au règlement de la consultation. Ce mois est appelé mois zéro.

### **7.2.2. Index de référence**

L'index de référence est l'index ING - « Ingénierie », publié par l'INSEE (identifiant 001711010, base 2010).

### **7.2.3. Modalités de révision des prix**

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient  $C$  de révision donné par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 \frac{ING_m}{ING_0}$$

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

dans laquelle  $ING_0$  et  $ING_m$  sont les valeurs de l'index ING, respectivement au mois zéro et à la date correspondant à l'échéance du délai contractuel de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure. Toutefois, en cas de retard du titulaire, la valeur finale de l'index retenue pour l'application de la formule ci-dessus est la plus faible des deux valeurs suivantes : valeur à la date correspondant à l'échéance du délai contractuel ; valeur à la date de réalisation des prestations. Le présent alinéa déroge à l'article 10.2.2 du CCAG-PI.

Il revient au titulaire de demander la mise en œuvre de la clause de révision du prix et de procéder lui-même au calcul de la formule de révision, qu'il joindra à chaque projet de décompte, avec justifications à l'appui.

À défaut, le Sénat se réserve la faculté, le cas échéant et à son appréciation, de procéder d'office à la mise en œuvre et au calcul de la formule de révision.

### **7.3. Avance**

Sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement, il sera fait application de l'option A de l'article 11.1 du CCAG-PI si les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et R. 2193-17 du code de la commande publique pour le versement d'une avance sont remplies.

Conformément à l'article R. 2191-7 du même code, si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 dudit code, le taux de l'avance est porté à 30 %.

### **7.4. Règlement des comptes**

Le règlement des comptes et du solde s'effectue conformément aux stipulations afférentes du CCAG-PI, sous réserve des précisions ci-dessous.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement sous forme électronique, sur la plateforme de facturation qui lui est indiquée par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins en début d'exécution du marché. À titre indicatif, la plateforme de facturation habituellement utilisée par le Sénat pour la gestion de ses marchés de travaux est la plateforme EDIFLEX.

#### **7.4.1. Acomptes**

Des acomptes cumulatifs périodiques sont versés au titulaire dans les conditions suivantes.

##### **7.4.1.1. Pour les éléments de mission AVP, PRO et ACT**

Les prestations incluses dans les éléments de mission ci-dessus ne feront l'objet d'un règlement qu'après leur achèvement total et leur admission par le maître d'ouvrage.

Toutefois, le titulaire du présent marché aura la possibilité de demander des acomptes mensuels dans la limite de 70 % du montant de l'élément de mission en cours.

##### **7.4.1.2. Pour les éléments de mission VISA/DET**

Les prestations incluses dans les éléments de mission ci-dessus seront réglées en fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début.



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

**7.4.1.3. Pour l'élément de mission AOR**

Les prestations incluses dans l'élément de mission AOR seront réglées en fonction de leur avancement, étant précisé que le montant total des acomptes ne pourra excéder 95 % du montant du marché à la date de réception des travaux, le solde n'étant dû qu'à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement.

**7.4.1.4. Demandes d'acomptes**

Les demandes d'acomptes du titulaire établissent le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquels il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

Les demandes d'acomptes mensuels sont transmises au plus tard le 5 du mois suivant.

**7.4.2. Solde**

Le solde du marché sera payé dans les conditions prévues à l'article 11.7 du CCAG-PI, le silence gardé par le pouvoir adjudicateur sur la demande de paiement pour solde présentée par titulaire valant rejet de la demande.

**7.4.3. Délai de paiement**

Le délai de paiement est fixé par le code de la commande publique.

**ARTICLE 8. – MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ**

**8.1. Format et support des documents à remettre par le titulaire**

Les documents d'études sont remis par le titulaire en version électronique (soit par courrier électronique avec avis de réception, soit par envoi postal d'une clé USB).

Les documents remis sur support informatique doivent pouvoir être modifiés par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins. Les formats textes, tableurs et plans doivent être exploitables par Word®, Excel® et Autocad®.

Tous les livrables sont rédigés en langue française.

La présentation des documents fournis par le titulaire doit respecter la charte graphique de présentation des documents du Sénat. Il est exigé que les logiciels de dessin utilisés produisent des fichiers compatibles avec le format Autocad®.

**8.2. Délais d'exécution**

Les délais d'exécution des prestations dues au titre de chaque élément de mission sont les suivants (les délais exprimés en jours s'entendant en jours calendaires).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

<b>Études d'avant-projet (AVP)</b>	
Remise des livrables	25 semaines à compter de la date indiquée sur l'ordre de service prescrivant le démarrage de l'élément de mission
Mise à jour des livrables	2 semaines à compter de la transmission au titulaire des observations de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage
<b>Études de projet (PRO)</b>	
Remise des livrables	12 semaines à compter de la date indiquée sur l'ordre de service prescrivant le démarrage de l'élément de mission
Mise à jour des pièces	2 semaines à compter de la transmission au titulaire des observations de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage
<b>Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux (ACT)</b>	
Remise des livrables	2 semaines à compter de la date indiquée sur l'ordre de service prescrivant le démarrage de l'élément de mission
Projets de réponses aux questions techniques posées par les candidats pendant la consultation	3 jours à compter de la transmission au titulaire des questions des candidats
Examen des candidatures	1 semaine à compter de la transmission au titulaire des dossiers de candidature
Analyse des offres	2 semaines à compter de la transmission au titulaire des dossiers d'offres
<b>Examen de la conformité au projet des études d'exécution réalisées par les entreprises de travaux et leur pré-visa (VISA) et direction de l'exécution des marchés publics de travaux (DET)</b>	
Compte rendu de réunion	72 heures suivant la réunion
Pré-visa des études d'exécution	5 jours à compter de la transmission au titulaire des études d'exécution
Vérification des décomptes mensuels	5 jours à compter du dépôt des projets de décompte sur la plateforme de facturation choisie par le Sénat
Analyse des devis en cas de travaux modificatifs	5 jours à compter de la transmission au titulaire des devis

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

<b>Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)</b>	
Instruction des dossiers des ouvrages exécutés (DOE)	2 semaines à compter de la transmission au titulaire des DOE
Contrôle des éléments nécessaires à la constitution du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO)	2 semaines à compter de la transmission au titulaire des éléments
Vérification des projets de décompte final des entreprises de travaux	7 jours calendaires à compter de la transmission au titulaire des projets de décompte final
Instruction des mémoires en réclamation	2 semaines à compter de la transmission au titulaire des mémoires en réclamation

## **ARTICLE 9. – OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **9.1. Connaissance du dossier**

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier de consultation des entreprises (DCE) et formulé toute demande d'information complémentaire nécessaire à la formulation de son offre. Il ne pourra arguer d'un quelconque défaut d'information pour prétendre à un supplément de prix.

### **9.2. Qualifications du titulaire – Modification de sa situation – Constitution de l'équipe**

Le titulaire a été déclaré attributaire du marché compte tenu de son organisation, de ses qualifications et références professionnelles et de celles de son personnel. Si, pour quelque raison que ce soit, il venait à perdre ses qualifications, le marché pourrait être résilié, sans indemnisation, par simple décision du Sénat notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, avec effet immédiat.

Dès la notification du marché, le titulaire devra fournir la composition de l'équipe dédiée à l'exécution de la mission et les références professionnelles de chacun de ses membres. Il devra informer sans délai la maîtrise d'ouvrage de toute modification. Les membres de l'équipe devront disposer, pendant toute la durée du marché, de qualifications professionnelles au moins équivalentes à celles des personnes pressenties pour participer à l'exécution du marché dans l'offre du titulaire.

Le Sénat se réserve le droit de demander à tout moment au titulaire le remplacement d'une ou plusieurs personnes de son équipe.

### **9.3. Obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité**

Les membres du personnel du titulaire et de ses sous-traitants éventuels sont liés par une stricte obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits et informations dont ils peuvent avoir connaissance dans l'exercice de leurs

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

fonctions. Cette obligation s'applique tant au cours de la durée d'exécution du marché que postérieurement à la réception des prestations et ce, sans limitation de durée.

Il est spécialement interdit au titulaire et à ses personnels ou sous-traitants :

- de fournir directement ou indirectement à un tiers tous renseignements, documents écrits ou audiovisuels, concernant soit les prestations réalisées au Sénat, soit les faits qui peuvent se dérouler dans l'enceinte du Palais du Luxembourg et de ses dépendances ;
- de diffuser des documents dont ils peuvent avoir communication à raison de leurs fonctions.

Le titulaire s'engage, sous sa responsabilité, à obtenir de l'ensemble de ses personnels et de ceux de ses sous-traitants qu'ils respectent strictement cette obligation.

Le titulaire s'interdit de répondre aux demandes de renseignements émanant de tiers, quelle que soit leur origine, et concernant les prestations faisant l'objet du marché. Ces demandes devront être envoyées sans délai au Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, qui décidera de la suite à leur donner.

Toute parution ou toute mention dans une parution portant sur les prestations faisant l'objet du présent marché (article de presse, plaquette publicitaire, photographies, *etc.*) est soumise à autorisation préalable du Sénat.

Les obligations définies à la présente clause ont un caractère substantiel. Leur non-respect pourra entraîner, sans préjudice des pénalités prévues au présent CCAP, la résiliation immédiate et sans indemnité du marché.

Le titulaire pourra, sur sa demande, obtenir une attestation des prestations menées à bonne fin.

#### 9.4. Circulation du personnel – Autorisation d'accès

##### 9.4.1. Accès des intervenants

Seuls devront être utilisés par le personnel du titulaire et de ses sous-traitants les parcours, accès et locaux désignés. Il est formellement interdit de pénétrer ou de circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans les locaux autres que ceux désignés.

L'accès Palais du Luxembourg et à l'ensemble des bâtiments occupés par le Sénat est conditionné par la détention d'un badge nominatif. Le titulaire devra, pour chacun des intervenants, formuler une demande d'autorisation d'accès auprès de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, **au plus tard trois jours ouvrés avant la date du premier accès**, sur un portail dédié, accessible par un lien qui lui sera communiqué en temps utile. En cas de personnel d'entreprise sous-traitante, la raison sociale de cette dernière devra être clairement indiquée.

Ce lien est propre à chaque entreprise et permettra également de saisir les demandes d'accès pour le compte des éventuels sous-traitants. En aucun cas ce lien ne devra être communiqué à des tiers.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Chaque demande devra être saisie avec le plus grand soin ; la moindre différence entre les informations saisies et celles figurant sur les cartes d'identité des personnels concernés empêchera la délivrance d'un titre d'accès.

Pour les personnes ayant fait l'objet d'une autorisation d'accès, un badge avec photo sera établi par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins. Ce titre d'accès est strictement personnel.

Chaque intervenant devra présenter son badge lors de tout accès au site et le porter sur lui en permanence.

Ces badges permettent l'accès au Sénat, qui est un site très sensible sur le plan sécuritaire. Chaque intervenant devra en prendre le plus grand soin. En conséquence :

- toute perte devra être immédiatement déclarée à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins (01 42 34 22 10) ou au Poste Central (PC) Sécurité (01 42 34 21 04) en dehors des horaires d'ouverture du Sénat ;
- à l'expiration de leur période de validité, les badges devront être restitués à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, par lettre recommandée ou en main propre contre décharge. Il en va de même des cartes d'accès délivrées à des personnes qui cessent d'intervenir au Sénat ou de faire partie du personnel de l'entreprise titulaire ou de ses sous-traitants.

Pour des raisons de sécurité, cette procédure pourra évoluer ; cette évolution ne donnera droit au versement d'aucune indemnité compensatrice, par dérogation à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le Sénat se réserve le droit de refuser ou de retirer, discrétionnairement, ce titre d'accès aux personnels du titulaire ou de ses sous-traitants.

Il en sera de même pour les demandes éventuelles de prolongation de la durée de validité du titre d'accès.

Toute perte de badge ou négligence le concernant, ainsi que la communication à des tiers du lien de saisie des demandes de badges, constitueront un manquement grave à la sécurité et seront sanctionnés à ce titre, conformément aux pénalités prévues au marché, du simple fait de leur constatation et ce, sans nécessité d'une mise en demeure préalable.

#### **9.4.2. Accès des véhicules**

Aucun stationnement n'est possible ni dans l'enceinte du Palais du Luxembourg ni dans le Jardin du Luxembourg.

Des parkings publics sont disponibles à proximité (aux frais des intervenants) : place Saint-Sulpice, Marché Saint-Germain, rue de l'École de médecine, rue Soufflot.

#### **9.5. Sécurité des personnes et des biens**

En cas de problème concernant la sécurité, le numéro unique à contacter est le PC Sécurité : 01 42 34 21 04.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Une attention toute particulière doit être portée à la sécurité des chantiers du Sénat. Tout manquement aux règles de sécurité (port des équipements de protection individuelle, respect de la réglementation, des règles de sécurité propres au Sénat, des injonctions du coordinateur SPS ou de la maîtrise d'ouvrage...) sera sanctionné par les pénalités prévues à cet effet.

Le titulaire, pour ce qui le concerne, doit exercer une surveillance continue sur les interventions dont il aura été chargé de la supervision.

Il doit être en mesure de produire, sur simple demande du maître d'ouvrage, les habilitations que son personnel, aux termes de la législation, de la réglementation, de toute autre norme et des règles de l'art, doit détenir pour la bonne exécution de ses tâches. Cette obligation lui incombe de même à l'égard du personnel des entreprises sous-traitantes.

## **9.6. Utilisation de la langue française**

La langue utilisée pour l'exécution des prestations (entretiens, échanges écrits, livrables) est exclusivement le français.

## **ARTICLE 10. – SOUS-TRAITANCE**

### **10.1. Désignation des sous-traitants**

#### **10.1.1. Généralités**

En application de l'article 3.6 du CCAG-PI, le titulaire, s'il envisage de sous-traiter une partie des prestations prévues au marché, doit préalablement demander à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Toute déclaration de sous-traitance, qu'elle intervienne au moment de l'offre ou après la notification du marché, doit être établie au moyen du formulaire DC4<sup>1</sup>, dûment complété et signé par le soumissionnaire ou le titulaire et par le sous-traitant envisagé. La déclaration doit en outre être accompagnée des pièces suivantes :

- une attestation d'assurance de responsabilité décennale en cours de validité ;
- une attestation d'assurance de responsabilité civile en cours de validité ;
- une attestation de régularité fiscale datant de moins de trois mois ;
- une attestation de règlement des cotisations URSSAF datant de moins de trois mois.

Chaque sous-traitant présenté par le titulaire doit impérativement justifier des qualifications et/ou références nécessaires à la prestation que celui-ci souhaite voir sous traitée. À défaut de qualifications et/ou de références suffisantes, la demande d'acceptation sera rejetée.

---

<sup>1</sup> Ce formulaire peut être téléchargé à l'adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Si le titulaire n'a pas accompli toute diligence permettant à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins d'être en mesure d'instruire utilement la demande d'agrément (dossier incomplet, *etc.*), celle-ci sera rejetée. Il est précisé que le délai d'instruction du dossier d'acceptation du sous-traitant est de 14 jours.

En cas de sous-traitance occulte constatée par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, les prestations de la sous-traitance concernée seront immédiatement arrêtées. Le titulaire supportera la totalité des conséquences financières de cet arrêt ainsi que les pénalités prévues au présent CCAP.

Le titulaire informera la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins en cas de défaillance d'un sous-traitant.

**10.1.2. Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché**

Après la notification du marché, toute déclaration de sous-traitance doit être transmise en premier lieu par courriel aux adresses [marches-apj@senat.fr](mailto:marches-apj@senat.fr) et [compta-apj@senat.fr](mailto:compta-apj@senat.fr), au moins 14 jours avant la date envisagée d'intervention du sous-traitant.

Après vérification par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, l'original du dossier doit être transmis par courrier postal à l'adresse suivante : Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, 15 rue de Vaugirard, 75006 Paris, ou déposé au 64 *bis* boulevard Saint-Michel, 75006 Paris.

Il est rappelé qu'en application de l'article R. 2193-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ne pourra pas accepter un sous-traitant admis au paiement direct ni agréer ses conditions de paiement si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité prévu à l'article R. 2191-6 du même code n'a pas été modifié ou si la justification mentionnée à l'article R. 2193-6 dudit code ne lui a pas été remise.

**10.2. Modalités de paiement direct**

Il sera fait application des articles R. 2193-10 à R. 2193-12 du code de la commande publique.

Le titulaire joint à ses projets de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

**ARTICLE 11. – PÉNALITÉS**

Les stipulations du présent article dérogent à l'article 14 du CCAG-PI.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

**11.1. Pénalités de retard et provisions pour pénalités de retard**

Tout retard dans l'exécution des prestations dues par le titulaire pourra donner lieu à une pénalité d'un montant maximal de 200 euros par jour calendaire de retard. Ce montant maximal est porté à 400 euros par jour calendaire en cas de retard dans l'exécution des prestations dues au titre des éléments de mission ACT et VISA.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

La remise de documents manifestement incomplets ou erronés est assimilée à un défaut de remise.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités de retard peuvent être appliquées sur simple constatation des retards par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, sans qu'il soit nécessaire de mettre en demeure le titulaire préalablement ou de l'inviter à présenter ses observations.

Elles peuvent être appliquées à tout moment à compter de la constatation des retards. Une provision peut également être constituée en vue de l'application ultérieure éventuelle de telles pénalités ; il est alors appliqué une retenue sur le montant du prochain acompte périodique ou du solde à verser au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités de retard ne donnent lieu à aucune exonération en-deçà d'un certain montant, et sont intégralement dues au Sénat.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 30 % du montant total hors taxes du marché.

## **11.2. Pénalités pour infractions diverses**

En cas de non-respect des prescriptions du présent marché, et sans préjudice des dispositions qui précèdent, les pénalités particulières suivantes (montant maximal, par jour calendaire et/ou par infraction) sont applicables :

Infraction aux règles de sécurité et de circulation (non-restitution d'un titre d'accès, manquement aux règles de circulation du personnel, <i>etc.</i> )	1 500 €
Manquement à l'obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité	1 500 €
Sous-traitance non déclarée	1 500 €
Manquement à l'obligation de protection des données personnelles prévue par l'article 5.2. du CCAG-PI	1 000 €
Refus d'obtempérer à une injonction de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre ou du coordonnateur SPS	500 €
Absence aux rendez-vous auxquels le titulaire est convoqué sans justification suffisante fournie au moins 24 heures à l'avance	300 €
Tout autre manquement aux obligations contractuelles du titulaire	300 €



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Par dérogation, la pénalité prévue ci-dessus pour « *tout autre manquement aux obligations contractuelles du titulaire* » n'est pas libératoire.

## **ARTICLE 12. – ADMISSION**

Par dérogation aux articles 28.2, 29.1 et 29.2.2 du CCAG-PI, seul le paiement du solde du marché pourra faire présumer la volonté du maître d'ouvrage d'admettre les prestations, sans qu'il y ait lieu à aucun autre cas d'admission tacite.

En cas d'ajournement de l'admission des prestations, à défaut pour le titulaire d'avoir présenté à nouveau celles-ci, une fois mises au point, dans le délai prévu à l'article 29.2.1 du CCAG-PI ou par les documents particuliers du marché, une refaction de prix pourra être pratiquée sur ce simple constat et sans que le titulaire ait été invité à présenter ses observations, par dérogation à l'article 29.3 du même CCAG-PI.

## **ARTICLE 13. – ARRÊT ET SUSPENSION DES PRESTATIONS**

### **13.1. Arrêt de l'exécution de la prestation**

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le Sénat se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques correspondant aux éléments de mission définis à l'article 6 du présent CCAP.

Cette décision, à la discrétion du Sénat, ne donnera lieu à aucune indemnité du titulaire. Elle entraînera la résiliation du marché.

Pour l'application de l'article 22 du CCAG-PI, le montant de chacune des parties techniques susmentionnées est la somme des prix d'unité des prestations correspondantes figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

### **13.2. Suspension de l'exécution de la prestation**

Le Sénat se réserve la possibilité de suspendre l'exécution des prestations, par ordre de service, au terme de chacune des parties techniques citées ci-avant. Cette décision du Sénat pourra donner lieu à une indemnité.

## **ARTICLE 14. – RÉSILIATION – EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

Le marché pourra être résilié dans les hypothèses prévues au chapitre 7 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché par le pouvoir adjudicateur pour un motif d'intérêt général, le titulaire n'aura droit, par dérogation au deuxième alinéa de l'article 36 et au premier alinéa de l'article 40 du CCAG-PI, à aucune indemnité.

En application de l'article 27 du CCAG-PI, le Sénat pourra, en cas d'inexécution par le titulaire de prestations prévues au marché, ou en cas de résiliation du marché prononcée à ses torts, faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations concernées, aux frais et risques du titulaire.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement, dans l'hypothèse où le titulaire serait un groupement, des co-traitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement, les stipulations du CCAG-PI traitant de la résiliation aux torts du titulaire, de la résiliation à ses frais et risques et des autres cas de résiliation s'appliquent dès lors qu'un seul des co-traitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

**ARTICLE 15. – CONVENTION SUR LA PREUVE**

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire conviennent que tous les échanges réalisés par courriel dans le cadre du présent marché reçoivent la même force probante qu'un écrit de manière manuscrite.

**ARTICLE 16. – CONTENTIEUX**

En cas de contestations ou de litiges touchant à l'application, à l'interprétation ou à l'exécution des clauses du présent marché, le tribunal administratif de Paris (7 rue de Jouy, 75004 Paris) sera seul compétent.

**ARTICLE 17. – DÉROGATION AU CCAG-PI**

<b>Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé</b>	<b>Articles du CCAP portant stipulations dérogatoires</b>
4.1 (ordre de priorité)	3.1 (ordre de priorité)
4.2 (pièces à remettre au titulaire)	3.2 (pièces à remettre au titulaire)
5.3 (mesures de sécurité)	9.4.1 (circulation, accès)
10.2.2 (révision des prix)	7.2 (variation du prix)
13.3 (prolongation du délai d'exécution)	4 (durée du marché et délais d'exécution)
14 (pénalités)	11 (pénalités)
28.2, 29.1, 29.2.2 et 29.3 (délai de vérification ; ajournement ; réfaction)	12 (admission)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

<b>Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé</b>	<b>Articles du CCAP portant stipulations dérogatoires</b>
36 et 40 (résiliation pour motif d'intérêt général)	14 (résiliation)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

**Liste des annexes**

Annexe 1 – Calendrier prévisionnel de l'opération

Annexe 2 – Charte graphique du Sénat